

27 janvier 2015 - 70^{ème} anniversaire de la Libération d'Auschwitz

44 ans après l'ouverture du premier musée de la Résistance et de la Déportation, en tant qu'historien de ce musée aux côtés de Denise Lorach, sa fondatrice, je tiens à exprimer mon amertume face au massacre de Juifs et de journalistes, héritiers moraux et directs de la presse clandestine de la Résistance.

Si l'histoire ne donne pas de leçon, et ne fixe pas de ligne d'action déterminée, elle pose des questions, elle incite à la réflexion.

Plaçons-nous du côté des victimes

Si depuis l'origine de l'humanité les hommes se sont massacrés les uns les autres, toutes les morts n'ont pas le même sens.

Assassiner des journalistes parce qu'ils exercent leur métier dans le cadre des lois de notre République, c'est s'en prendre à la liberté d'expression, pilier de la démocratie. Les résistants l'ont bien compris dont la première forme de combat a été celui pour la liberté pour la presse, proscrite par Vichy et l'occupant. Ils ont dû créer de toutes pièces une presse clandestine qui a publié les informations censurées, les points de vue interdits, les poèmes séditieux — sans oublier les caricatures insolentes.

Assassiner, dans le dos, une femme policière noire de 26 ans intervenant lors d'un accident de la circulation est un acte de pure barbarie que rien ne saurait expliquer ni justifier. Black, blanc, beur, les trois policiers abattus sont à l'image de la société française, dans sa diversité. Un policier n'est pas un symbole, c'est un être humain. L'assassiner, c'est commettre un crime contre la démocratie parce qu'il n'y a pas de démocratie sans police. Les organisations et particulièrement les maquis de la Résistance française ont créé leur propre police, pour contrôler et limiter la violence en assurant un ordre républicain.

Assassiner des êtres humains parce qu'ils sont Juifs, relève de la pointe extrême du racisme. La France a bien des raisons d'être sensible aux crimes antisémites. D'abord parce que sous l'Occupation, l'État français du maréchal Pétain a développé une propagande antisémite, pris des mesures discriminatoires contre les Juifs et participé activement à leur génocide perpétré par les nazis. Ensuite, parce que les Juifs de France sont une part de la France. Ils appartiennent à son identité depuis des siècles. Émancipés par la Révolution française, ils ont par leur travail contribué à la richesse du pays et par leur intelligence au rayonnement de sa culture ; ils ont par leur combat dans les guerres passées et dans la Résistance, contribué à la défense de la liberté et de la nation. S'en prendre aux Juifs c'est s'attaquer à la France.

Plaçons-nous du côté des bourreaux

Pendant de longues décennies, l'idée a prévalu que les crimes étaient commis par des êtres sanguinaires et des monstres aux marges de l'humanité. Mais toutes les études récentes sur le nazisme montrent le rôle des idéologues et des intellectuels.

Les historiens nous ont appris que ces criminels n'étaient pas des loups mais des êtres humains, avec une idéologie prônant l'inégalité des hommes et fondée sur la promesse d'un monde nouveau, à construire par l'élimination de ceux qui ne sont pas dignes d'en faire partie. Il en va ainsi du nazisme qui voulait, pour les mille années à venir, créer une nouvelle Allemagne, étendue à toute l'Europe. D'où les camps de concentration pour les opposants, le génocide des Juifs et des Tsiganes, l'extermination des Polonais et des populations russes. Il en est allé ainsi du stalinisme qui, au nom d'un nouvel ordre social à construire, a procédé à l'élimination des koulaks en tant que classe et à la création du Goulag pour les supposés opposants politiques.

Certes, tous les exécutants de base n'ont pas lu les textes des idéologues, beaucoup sont même d'une rare indigence intellectuelle, mais ils sont imprégnés par ces idéologies et animés par la pire des passions, la haine. Toutefois, ces soi-disant « loups » ne sont pas « solitaires », ils appartiennent à la société qui est la leur. Ceci ne signifie pas qu'ils aient une quelconque excuse et que cela diminue en quoi que ce soit leur responsabilité morale et pénale.

Cela résulte d'une simple observation historique : les doctrinaires nazis, fascistes et racistes ont pullulé et ont prêché dans le monde des années 30. S'ils ont réussi à s'implanter et à rallier des masses à leur cause, principalement en Allemagne et en Italie, cela s'explique, entre autre, par les traumatismes identitaires et les crises sociales précipitant dans la misère et le désespoir des hommes et des femmes qui ont perdu toute confiance dans la démocratie et ceux qui la représentaient.

Les pays nordiques, la Grande-Bretagne, les États-Unis ont été épargnés par le fascisme, ainsi que la France... du moins jusqu'à la défaite de 1940, l'occupation et, dans un pays traumatisé, le rôle fondamental du maréchal Pétain. Pour « redresser la France », Pétain et une partie des élites françaises se sont faits les apôtres de la collaboration, de la dictature et du racisme.

Le terreau n'est pas « responsable » des fleurs qui l'ornementent, pour le meilleur et pour le pire, mais aucune fleur ne peut germer sans un terrain approprié. D'où la question : en notre pays et en notre temps, les amalgames, l'islamophobie, les identités bafouées et les relégations sociales tolérées ne risquent-elles pas de constituer un terreau néfaste ?

En cette journée du 70^{ème} anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, finissons en rappelant la formule conclusive du grand livre de l'historien anglais Ian Kershaw : « Si elle fut le fruit de la haine, la route d'Auschwitz fut pavée d'indifférence. » Ne soyons pas indifférents.

François Marcot,
Président des Amis du musée de la Résistance et de la Déportation